

L'édito

Fabian Muhieddine
Rédacteur en chef adjoint



Pudibonderie face au CO₂

Trois villes suisses. Et autant d'événements liés au climat qu'il est piquant de mettre en parallèle.

D'abord, Lausanne. Toute la semaine, la ville a accueilli les grévistes du climat, sous le nom de Smile For Future. Avec plusieurs points d'orgue comme la venue de Greta Thunberg. Genève ensuite. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) a rendu jeudi son rapport spécial sur l'impact du changement climatique sur les terres. Le message? Il faut repenser notre agriculture et notre alimentation. Et la troisième ville? Berne. Dès la semaine prochaine, tous les regards se tourneront vers une commission: celle des États qui planche sur la future loi sur le CO₂. Les sénateurs ont décrété le secret le plus strict sur ce dossier.

On pourrait y voir un signe positif, une manière pour les élus de se donner une réelle chance de trouver un compromis. Mais quelque chose dans cette méthode chiffonne malgré tout. Traditionnellement, les délibérations des commissions sont secrètes mais les fronts, eux, sont connus. Pourquoi ce dossier ferait-il exception?

Face aux événements de Lausanne et de Genève qui ont retenti comme des coups de semonce à travers le monde, le secret ab-

solu de la Commission des États résonne comme de la pudibonderie. La comparaison est cruelle, mais pendant que le monde entier débat, nos élus se cachent. Alors que la planète se penche sur la question climatique, eux exigent le huis clos comme s'il y avait en-

core des tabous, des pistes qu'il faudrait explorer en chuchotant de peur de heurter la sensibilité d'on ne sait qui.

Le temps n'est plus au conciliabule. Cette commission est obligée de trouver le compromis de la dernière chance. Si elle échoue, toute la loi finit à la poubelle, puisque le National a déjà rejeté ce texte, incapable de résoudre le délicat équilibre entre la réduction des émissions et la compétitivité de l'économie. L'agenda en a pris un sacré coup, les États se pencheront sur cette question à l'automne, alors qu'ils auraient dû en débattre au début de l'année. Or le parlement doit mettre en musique l'Accord de Paris. En le ratifiant, la Suisse s'est engagée à réduire, d'ici à 2030, de moitié les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Le temps presse. Nos élus ont prévu de communiquer en fin de semaine prochaine, espérons que cette fois ils ne chuchoteront pas les solutions, qu'ils les hurleront.

À LIRE EN PAGE 5

fabian.muhieddine@lematindimanche.ch



Pendant que le monde entier débat, nos élus se cachent